

# ABROGATION DE LA RÉFORME DU COLLÈGE



La réforme du collège de la ministre Najat Vallaud-Belkacem devrait entrer en vigueur en septembre 2016. Si elle entrait en vigueur...

Elle donne les pouvoirs aux chefs d'établissement pour imposer des horaires aux élèves et aux disciplines en fonction de la pénurie de professeur.es. Les 20 % de moyens en autonomie par collège ne servent pas à adapter la pédagogie aux besoins des élèves mais l'offre éducative aux moyens d'enseignement.

Les collèges sont en concurrence entre eux car chacun a sa particularité en terme d'offre de formation. Les prof.es sont en concurrence pour ne pas perdre des heures dans leur discipline. L'usine à gaz obtenue fait que personne n'y comprend rien et surtout pas les parents.

Les élèves ont moins d'heures de cours au global, les effectifs par cours sont toujours pléthoriques. De nouvelles normes d'évaluation masquent la baisse de connaissance.

L'idéologie imbibe cette réforme : les cours seraient actuellement tous ennuyeux ; tout ne serait qu'échec ; on enseignerait les langues (vivantes, maternelles ou anciennes) comme au début du siècle dernier ; fini le théorique, seul le pratique est chic, etc.

**Cette réforme est illégitime. Elle a été adoptée sans aucun débat réel. Elle a été publiée par décret le soir même de la grève majoritaire des prof .es, sans même un débat au parlement.**

**LE FRONT DE GAUCHE DEMANDE  
L'ABROGATION DE CETTE RÉFORME**

# Nos propositions

- une autre politique éducative qui ne soit pas corsetée par l'obsession de la réduction des services publics, une politique qui combatte les inégalités, débattue dans toute la société, avec l'expertise des enseignant.es et des usagers, pour remettre à plat les besoins éducatifs du pays, des salarié.es, des citoyen.es, de l'individu, faire le lien entre la recherche en éducation et la formation des enseignant.es. L'humain d'abord !

- L'éducation a besoin de plus de moyens. Les richesses existent, le PIB augmente, et les aides au grand patronat sans contreparties (30 milliards) sont un puits sans fond. Elles ne servent qu'à enrichir les plus riches au détriment de l'immense majorité de la population. La France consacre moins de 3 % de part de PIB à l'éducation quand les pays nordiques souvent cités en exemple sont à 7 %.

- nous demandons un audit de la fameuse « dette » dont le budget est devenu plus important que celui de l'Éducation nationale. Qui a prêté à qui et quand ? Il faut que soient révélés les milliards de « l'optimisation fiscale »

**Cette réforme du collège va dans le sens des orientations de l'Union européenne. L'exemple de la Grèce nous rappelle que les politiques pronées par Bruxelles, avec l'assentiment du gouvernement français, vont à l'encontre du bien commun des populations.**

Il faut une politique en rupture avec les orientations libérales de l'Union Européenne. D'autres forces en Europe appellent avec nous à la résistance : Podemos en Espagne, Syriza en Grèce ou le SNP en Écosse. Ce dont on a besoin c'est de plus et mieux de service public, les moyens existent... à condition de s'attaquer réellement au diktats de la finance pour partager les richesses.

Nous refusons la résignation qui profite à l'extrême droite et aux intégristes qui cultivent les divisions mortifères entre religions, origines, salarié.es du public et du privé, avec ou sans emploi, en activité ou à la retraite.

**AVEC LE FRONT DE GAUCHE, L'HUMAIN D'ABORD !**

